

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Amerique-Latinoriginaire-Appel-de-la-Coordination-40-ans-apres>

# **Amérique Latinoriginaire. Appel de la Coordination 40 ans après ...**

- Notre Amérique -

Date de mise en ligne : lundi 18 février 2013

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---



## APPEL DE LA COORDINATION 40 ANS APRES...

Le 11 septembre 1973, un Coup d'Etat militaire mettait fin au gouvernement démocratique de l'Unité Populaire au Chili et provoquait la mort du Président socialiste Salvador Allende, ouvrant la voie à une dictature sanguinaire. Trois mois plus tôt, le 27 juin, un autre Coup d'Etat militaire avait instauré une dictature tout aussi brutale en Uruguay. Dans ces deux pays, considérés parmi les plus démocratiques du continent, les militaires et leurs complices civils - l'oligarchie terrienne, la bourgeoisie industrielle et financière, et des fractions importantes des partis conservateurs - ont entrepris avec l'appui des Etats-Unis une répression institutionnelle et sociale sans précédent. Des dizaines de milliers de dirigeants et de militants des partis politiques, des syndicats ouvriers et paysans, des fédérations d'étudiants ont été arrêtés, torturés, assassinés, condamnés à l'exil, ont été victimes aussi d'une nouvelle politique répressive : la disparition forcée. Avec la police, l'armée et les paramilitaires d'Argentine, où des milliers d'opposants des pays de l'Amérique latine s'étaient réfugiés, les militaires uruguayens et chiliens ont jeté les bases du Plan Condor, une coordination sans frontières de forces répressives. Après le Coup d'Etat du 24 mars 1976, l'Argentine est devenu le principal terrain de chasse du Plan Condor. Dans le courant des années quatre-vingt, les régimes militaires, minés par la corruption, affaiblis par la mobilisation populaire et la pression internationale, ont - les uns après les autres - cédé le pouvoir aux civils, en imposant dans la plupart des cas leurs conditions, surtout concernant la recherche et le jugement de leurs crimes contre l'humanité ainsi que la poursuite des politiques économiques néolibérales. Pendant des années, les crimes contre l'humanité des dictatures sont restés impunis, mais l'inlassable lutte des familles des victimes, des organisations de défense des droits de l'homme et les mouvements sociaux ont fini par aboutir à des procès et aux condamnations de plusieurs dictateurs et tortionnaires parmi les plus emblématiques. Quarante ans après, nous appelons à honorer la mémoire de Salvador Allende et à travers lui celle de tous les martyrs de la lutte contre les dictatures. Nous appelons à commémorer la lutte pour la justice, la vérité et contre l'impunité, menée par les organisations de défense des droits de l'homme en Amérique latine et dont la portée internationale a été déterminante dans l'adoption par l'ONU le 20 Décembre 2006 de la Convention pour la protection des personnes victimes de disparitions forcées, qui fait de la disparition forcée un crime contre l'humanité. Nous voulons rendre hommage aux peuples d'Amérique latine qui se sont battus contre les dictatures et se battent toujours contre les néfastes politiques économiques, qui les ont précipités dans la pauvreté. Nous voulons aussi saluer les citoyens français qui pendant toutes ces années noires, en France ou là-bas, ont accompagné la lutte des peuples latino-américains au prix parfois de leur vie. Nous invitons toutes les personnalités et organisations sensibles à cet appel à manifester leur soutien aux activités de commémoration.

**Contact : [coordination40ans@yahoo.com](mailto:coordination40ans@yahoo.com)**

## COMMUNIQUÉ

Mercredi 9 janvier 2013, trois organisations, l'Association d'Ex-Prisonniers Politiques Chiliens - France (AEXPPCH), France Amérique Latine et l'association ¿Dónde Están? contre l'impunité en Uruguay ont décidé, en cette année du 40ème anniversaire des Coups d'Etat en Uruguay et au Chili et de la mort de Salvador Allende, de créer une Coordination Amérique latine 40 ans après pour commémorer la lutte contre les dictatures, rendre hommage à ses victimes et rappeler l'actualité de leur combat. Cette structure a pour objectif d'aider et d'initier, partout où la solidarité s'est levée en France, des initiatives commémoratives des événements dramatiques survenues en Uruguay et au Chili en 1973 et l'exil politique provoqué par les deux dictatures et ainsi témoigner de l'élan de solidarité suscité en France comme dans le monde. La Coordination, nouvellement formée, lancera dans les jours qui viennent un appel à toutes celles et tous ceux qui souhaitent nous rejoindre : organisations politiques, syndicales, associatives, collectivités ou citoyen-nes qui, dès les premiers jours, ont témoigné de cette solidarité, dénoncé le Coup d'Etat ou vécu par leur exil ces dictatures. **Dès à présent, la Coordination a retenu comme premières propositions dans**

**cette année 2013, les dates suivantes :**

- Le 20 mai, en écho de la marche pour les disparus en Uruguay, un colloque sur la dictature en Uruguay, la justice et le droit de savoir ;
- Le 31 mai, une participation à la journée nationale sur l'Amérique latine - Caraïbe organisée par le Sénat ;
- Le 27 juin, meeting pour l'anniversaire du Coup d'Etat en Uruguay ;
- Le 11 septembre, journée commémorative du Coup d'Etat au Chili ;
- Les 13, 14 et 15 septembre, présence forte lors de la Fête de l'Humanité ;
- Septembre ou Octobre, projet ECOMEMORIA à Gennevilliers et à L'île-Saint-Denis avec la plantation d'un arbre portant le nom d'un prisonnier politique chilien porté disparu ;
- Mi-octobre, organisation d'un grand évènement en hommage à Salvador Allende et toutes les victimes des dictatures et du Plan Condor. Par ailleurs, la Coordination mettra en place différents groupes de travail pour un **Festival de cinéma**, pour des initiatives culturelles, pour une communication, pour la réalisation d'un numéro spécial de la revue FAL MAG. La Coordination invite les comités locaux des associations qui la composent à mettre en place localement une structure de coordination locale semblable pour lancer l'appel national et mettre en oeuvre des initiatives locales. Paris, le 9 janvier 2013. **Texte PDF a faire circuler :**

